« L'OIF n'est pas la Françafrique ! » : la colère du Rwanda contre Paris

Viviane Forson

Le Point, 17 novembre 2026

ENTRETIEN. Après le report de l'élection à la tête de la Francophonie, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe, accuse Paris d'avoir cédé au « chantage » de Kinshasa.



Le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe, à Moscou, le 28 octobre 2026. Au lendemain du report d'un an de l'élection à la tête de l'OIF, le chef de la diplomatie de Kigali dénonce auprès du « Point Afrique » les « pressions » de Paris et le « chantage » de Kinshasa. AFP

François Hollande avait écarté quatre candidats africains pour imposer la Canadienne Michaëlle Jean à la tête de l'OIF, Kigali accuse aujourd'hui Paris d'avoir voulu dicter sa loi dans le huis clos cambodgien. Sur fond de guerre dans l'est de la RDC – où Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir la rébellion du M23 et invoque le respect de son « intégrité territoriale » pour rejeter un troisième mandat de Louise Mushikiwabo –, Kigali a dû se résoudre au report d'un an du scrutin face aux menaces de départ congolaises et aux pressions d'Emmanuel Macron.

Le chef de la diplomatie rwandaise, Olivier Nduhungirehe, livre sa première réaction au *Point Afrique* – et répond aux critiques sur le projet de centres de retour pour migrants porté par cinq pays européens.

Le Point Afrique : À Phnom Penh, Louise Mushikiwabo n'a pas décroché le troisième mandat immédiat qu'elle briguait, et le scrutin est reporté d'un an. N'est-ce pas un revers pour Kigali ?

Olivier Nduhungirehe : C'est un compromis issu d'intenses débats entre chefs d'État sur l'application de nos textes. Désigne-t-on le secrétaire général par consensus ou, à dé-

faut, à la majorité simple, ou bien impose-t-on un consensus forcé ? À huis clos, plusieurs dirigeants dont le président français, ont soutenu qu'un secrétaire général élu à la majorité simple, avec quatorze ou quinze voix, manquerait de légitimité et risquerait de ne pas être reçu par ses pairs. Cet argument ne tient pas. Ce mode de scrutin prévaut dans de nombreux pays, à commencer par la RDC elle-même ! Tout cela n'était que prétextes pour empêcher l'élection de Louise Mushikiwabo, alors que les voix étaient en sa faveur grâce à son bilan.

La candidature de Louise Mushikiwabo était pourtant connue de longue date...

Absolument. Sa candidature est connue depuis un an. À aucun moment, la France, ou un autre État, ne s'est inquiétée d'un troisième mandat, d'une élection à la majorité simple ou de la nécessité d'une rotation entre les régions.

La campagne des quatre candidats s'est faite dans de bonnes conditions. Mais quelques jours avant le sommet, surtout après les visites de Jean-Noël Barrot à Kinshasa et de la ministre congolaise Thérèse Kayikwamba Wagner à Paris, les autorités congolaises ont menacé de quitter la Francophonie. C'est là que la France a commencé à exercer une pression énorme avec une désinformation ahurissante, faisant croire que Louise Mushikiwabo allait se retirer pour démobiliser nos soutiens.

Emmanuel Macron a même envoyé au président Kagame une lettre assez insultante pour notre chef d'État, le sommant de s'entendre sous deux jours avec Félix Tshisekedi ou de retirer nos candidatures respectives.

« Emmanuel Macron a envoyé au président Kagame une lettre assez insultante pour notre chef d'État. »

Vous sentez-vous trahi par la France ?

Il n'y a aucune trahison, car le soutien de la France au Rwanda n'est pas de droit. La France fait campagne pour le candidat qu'elle veut. D'abord, elle soutenait Dacian Ciolos, puis, dans les dernières heures, elle a indiqué soutenir une autre candidate africaine, Coumba Bâ, de Mauritanie, ce qui a créé de la confusion. Malgré sa volonté de faire respecter nos textes, le président rwandais, entouré de trois chefs d'État le Sénégalais Bassirou Diomaye Faye, le Togolais Faure Essozimna Gnassingbé et le Béninois Romuald Wadagni a fait une proposition de compromis pour prolonger le mandat de Louise Mushikiwabo de deux ans, en s'engageant à ne plus présenter de candidat jusqu'au sommet d'Ottawa en 2028. Cette proposition a été ramenée à un an par certains États africains, et le président Tshisekedi, qui rechignait et voulait que l'intérim soit assuré par l'administratrice générale, s'y est finalement rallié.

N'avez-vous pas péché par excès de confiance dans cette campagne face à une RDC très offensive ?

Pas du tout. La RDC a dépensé des millions un peu partout, c'est leur façon de faire.

Louise Mushikiwabo est secrétaire générale en exercice, ce n'était pas à elle de faire campagne. C'est nous, le Rwanda, qui avons dépêché des ministres dans de nombreuses capitales.

La RDC, elle, n'était même pas intéressée par ce poste au départ. C'est seulement pour s'opposer à Louise Mushikiwabo qu'ils ont cherché un candidat. L'audition de Juliana Lumumba à Paris, le 30 juin, a été catastrophique selon beaucoup d'observateurs. Voyant que leur candidate n'avait aucune chance, la RDC a procédé par chantage. La France n'aurait jamais dû montrer sa faiblesse en cédant à ce chantage.

« La RDC a procédé par chantage. »

Mais Kinshasa n'a-t-il pas visé juste en s'adressant directement à Paris, partant du principe que la Francophonie reste la chasse gardée de la France et que c'est l'Élysée qui tranche en dernier ressort ?

Ce n'est pas notre conception. L'OIF n'est pas la Françafrique. Jusqu'en 2022, c'est vrai, c'est la France qui dictait sa loi et nommait le secrétaire général sous couvert de consensus, comme l'a fait François Hollande en imposant Michaëlle Jean en 2014. C'est ce qui s'est passé hier. La France veut continuer à imposer sa loi en transformant ses positions en décisions collectives. Louise Mushikiwabo fera les réformes demandées sur le mode de scrutin, mais la question est de savoir si les règles adoptées l'année prochaine seront, cette fois, respectées par la France.

Comment Louise Mushikiwabo vit-elle cette situation ?

Elle va très bien. Elle va entamer son mandat de douze mois et faire les réformes nécessaires. Son double mandat de huit ans a été couronné de succès, avec des réformes saluées par tous les États africains. Nous allons continuer à travailler pour promouvoir la Francophonie, mais en évitant de retomber dans cette vieille Francophonie qui ressemble à une Françafrique où un État impose ses vues aux autres.

Pourtant, on lui reproche souvent, en RDC, de ne s'être jamais rendue dans ce pays pilier de la Francophonie…

Vous n'êtes pas bien informée sur ce point. C'est Louise Mushikiwabo qui s'est imposée pour que les Jeux de la francophonie 2023 soient organisés à Kinshasa, malgré l'opposition de grands pays. Et savez-vous que la RDC n'a même pas daigné l'inviter formellement à Kinshasa pour ces Jeux ? C'est contre toutes les pratiques.

Ensuite, c'est elle qui a nommé la première représentante congolaise de l'OIF, l'ambassadrice à Addis-Abeba. Enfin, de nombreux fonds de l'OIF ont bénéficié à la RDC, notamment pour l'hôpital de Denis Mukwege. Lui faire le reproche de ne pas avoir visité Kinshasa, alors qu'elle n'a pas été invitée aux Jeux qu'elle avait elle-même décidés, c'est assez injuste.

Kinshasa justifie précisément son opposition à un troisième mandat de Louise Mushikiwabo par la guerre dans l'est de la RDC et les accusations de

soutien militaire de Kigali au M23.

Le conflit en RDC n'a rien à voir avec la Francophonie. Les accords de Washington ont établi des mécanismes précis – vérification sécuritaire et comité de suivi – où nos délégations se réunissent régulièrement sous médiation américaine. C'est là que les griefs de Kinshasa doivent être discutés. En réalité, la RDC manipule toutes les organisations internationales par des chantages inacceptables pour barrer la route à Louise Mushikiwabo, uniquement parce qu'elle est rwandaise.

Ne craignez-vous pas que les autres pays africains vous reprochent de les avoir privés d'une représentante à la tête d'une grande institution internationale ?

Quel reproche peut-on nous faire ? Et qui prive l'Afrique de quoi que ce soit ? Les candidatures étaient ouvertes et plusieurs Africains se sont présentés dans le strict respect des textes. En réalité, c'est la RDC qui a voulu priver l'Afrique de ce poste ! Non seulement Kinshasa s'est opposé à une Africaine, Louise Mushikiwabo, mais la RDC a surtout fait alliance avec le candidat roumain, Dacian Ciolos, en le présentant comme le meilleur choix pour les intérêts du continent. Lors du huis clos, le président Tshisekedi a même fait l'éloge de Dacian Ciolos, sans soutenir l'autre candidate africaine, la Mauritanienne Coumba Bâ. C'est la RDC qui voulait priver l'Afrique de ce poste, pas le Rwanda.

Un autre dossier brûlant concerne Kigali : le projet d'installation de « centres de retour » au Rwanda pour des migrants expulsés par cinq pays européens. Après l'échec de l'accord avec le Royaume-Uni, qu'est-ce qui change cette fois-ci ? Est-ce le retour de la « solution rwandaise » ?

D'abord, ne parlez pas de « solution rwandaise ». Les mots ont un sens : cela renvoie à « solution finale », et nous refusons que le nom de notre pays soit associé à une formule négative, comme ce fut le cas avec le « *Rwanda Scheme* » au Royaume-Uni. Ce dossier relève du ministre de l'Intérieur, qui en détient les détails opérationnels.

Avec Londres, l'accord n'a pas échoué pour des raisons juridiques ou techniques, mais uniquement à cause d'un changement politique, avec l'arrivée des travaillistes au pouvoir en juillet 2024. Ce nouvel accord avec cinq États membres de l'Union européenne vise à offrir une seconde chance à ces migrants, comme le Rwanda le fait déjà pour des Africains bloqués en Libye ou des ressortissants venus d'Afghanistan et du Soudan.

Nous disposons de structures pour les accueillir : nous négocierons avec leurs pays d'origine pour ceux qui souhaitent rentrer, et ceux qui ne le veulent pas seront intégrés au Rwanda grâce à des projets économiques spécifiques. C'est aussi une manière de prévenir des traversées périlleuses pour des femmes et des enfants. Je ne vois pas en quoi cet accord peut être critiqué.

Un volet financier accompagne cet accord, sans que son montant ait été révélé. À quoi ces fonds sont-ils destinés ?

Ils serviront précisément à financer ces projets d'intégration économique et les activités prévues pour accompagner ces migrants sur place.